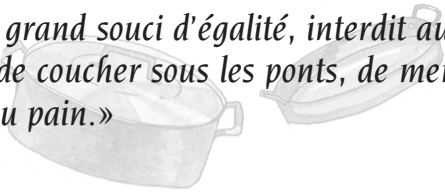


Une perspective anarchiste sur la Loi 78

«La loi, dans un grand souci d'égalité, interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain.»

Anatole France



«La violence était la loi, et avec les canons dans les mains des blancs, la loi était blanche.»

Sunera Thobani



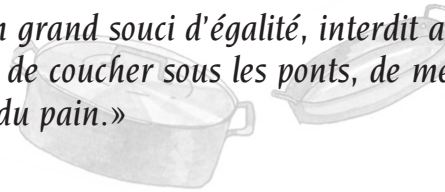
La lutte sociale au Québec, issu d'un mouvement étudiant contre les frais de scolarité, en a inspiré plusieurs. Mais peut-être que la question centrale qui amène les gens à prendre les rues avec des casseroles à travers le pays est la Loi 78, connue sous le nom «loi spéciale». Elle criminalise les manifestations non-approuvées par la police et impose de lourdes amendes pour des activités politiques sur les campus scolaires. Elle a été accompagnée par une vague de répression qui a vu plus d'arrestations massives que la crise du FLQ en 1970, plus de 2500 arrestations au dernier décompte.

Mais la loi spéciale n'est pas spéciale. Il s'agit d'une réaction *prévisible* à une mobilisation particulière, une mobilisation qui est sans précédent par son ampleur, son soutien populaire et sa férocité dans l'histoire récente du Québec. En Ontario, nous avons eu un avant-goût de «loi spéciale» en 2010 au Sommet du G20, où le gouvernement et la police ont collaboré pour créer une «zone no-go» autour de la barrière de sécurité protégeant les dirigeants du G20. Les droits ont été jetés par la fenêtre pendant que la ville de Toronto était transformée en État policier. La classe moyenne blanche était particulièrement outrée et aura son jour au tribunal maintenant que la menace a disparu temporairement. Mais pour les personnes déjà criminalisées en vertu du système, cela représente seulement une intensification de l'expérience quotidienne du harcèlement ciblé. Nous voyons ce même processus qui se passe au long terme au niveau fédéral, avec des lois sur la criminalité et des lois spécifiques visant à préempter la dissidence, comme la loi anti-masque avec des peines allant jusqu'à 10 ans de prison.

Une perspective anarchiste sur la Loi 78

«La loi, dans un grand souci d'égalité, interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain.»

Anatole France



«La violence était la loi, et avec les canons dans les mains des blancs, la loi était blanche.»

Sunera Thobani



La lutte sociale au Québec, issu d'un mouvement étudiant contre les frais de scolarité, en a inspiré plusieurs. Mais peut-être que la question centrale qui amène les gens à prendre les rues avec des casseroles à travers le pays est la Loi 78, connue sous le nom «loi spéciale». Elle criminalise les manifestations non-approuvées par la police et impose de lourdes amendes pour des activités politiques sur les campus scolaires. Elle a été accompagnée par une vague de répression qui a vu plus d'arrestations massives que la crise du FLQ en 1970, plus de 2500 arrestations au dernier décompte.

Mais la loi spéciale n'est pas spéciale. Il s'agit d'une réaction *prévisible* à une mobilisation particulière, une mobilisation qui est sans précédent par son ampleur, son soutien populaire et sa férocité dans l'histoire récente du Québec. En Ontario, nous avons eu un avant-goût de «loi spéciale» en 2010 au Sommet du G20, où le gouvernement et la police ont collaboré pour créer une «zone no-go» autour de la barrière de sécurité protégeant les dirigeants du G20. Les droits ont été jetés par la fenêtre pendant que la ville de Toronto était transformée en État policier. La classe moyenne blanche était particulièrement outrée et aura son jour au tribunal maintenant que la menace a disparu temporairement. Mais pour les personnes déjà criminalisées en vertu du système, cela représente seulement une intensification de l'expérience quotidienne du harcèlement ciblé. Nous voyons ce même processus qui se passe au long terme au niveau fédéral, avec des lois sur la criminalité et des lois spécifiques visant à préempter la dissidence, comme la loi anti-masque avec des peines allant jusqu'à 10 ans de prison.

C'est à propos des intérêts du gouvernement et du capital, et non les complots diaboliques de Charest ou Harper.

Si nous percevons comme exceptionnelle la loi 78, nous ignorons le fait que la loi est un ensemble d'outils et d'armes que les gouvernements utilisent pour consolider les intérêts des puissants, contrôler et réglementer la population en général, et mener la guerre contre les ingouvernables. **L'État canadien est fondé sur la conquête génocidaire des nations autochtones et de leurs terres**, et des concessions telles que la Charte sont des tentatives désespérées pour créer de la légitimité, où il y a seulement une violence impitoyable qui sous-tend le «Canada». Donc, nous ne devrions pas être choqué quand nous voyons ces mêmes droits instantanément s'évaporer dans une «crise». Et en ces temps de bouleversements sociaux et d'austérité économique, nous nous approchons de la crise perpétuelle.

Se concentrer sur une loi particulière ou recourir aux droits risque de nous amener sur une position défensive et nous entraîner dans une conversation avec nos ennemis. Cela peint le mouvement en tant que victime impuissante. Nous devrions être inspirés à l'action non seulement par des images de brutalité policière, mais aussi par des images de rebelles masqué-e-s chassant la police anti-émeute. Il est maintenant temps de construire notre pouvoir de la base, se préparer à la répression, soutenir les personnes ciblées par l'État, mais surtout passer à l'offensive.

**LA LOI SPÉCIALE – ON S'EN CÂLISSE!
PAS DE PRISONS – PAS DE FRONTIÈRES
FUCK LA LOI ET L'ORDRE!**

grevemontreal.noblogs.org - mtlcounter-info.org
sabotagemedia.anarkhia.org

C'est à propos des intérêts du gouvernement et du capital, et non les complots diaboliques de Charest ou Harper.

Si nous percevons comme exceptionnelle la loi 78, nous ignorons le fait que la loi est un ensemble d'outils et d'armes que les gouvernements utilisent pour consolider les intérêts des puissants, contrôler et réglementer la population en général, et mener la guerre contre les ingouvernables. **L'État canadien est fondé sur la conquête génocidaire des nations autochtones et de leurs terres**, et des concessions telles que la Charte sont des tentatives désespérées pour créer de la légitimité, où il y a seulement une violence impitoyable qui sous-tend le «Canada». Donc, nous ne devrions pas être choqué quand nous voyons ces mêmes droits instantanément s'évaporer dans une «crise». Et en ces temps de bouleversements sociaux et d'austérité économique, nous nous approchons de la crise perpétuelle.

Se concentrer sur une loi particulière ou recourir aux droits risque de nous amener sur une position défensive et nous entraîner dans une conversation avec nos ennemis. Cela peint le mouvement en tant que victime impuissante. Nous devrions être inspirés à l'action non seulement par des images de brutalité policière, mais aussi par des images de rebelles masqué-e-s chassant la police anti-émeute. Il est maintenant temps de construire notre pouvoir de la base, se préparer à la répression, soutenir les personnes ciblées par l'État, mais surtout passer à l'offensive.

**LA LOI SPÉCIALE – ON S'EN CÂLISSE!
PAS DE PRISONS – PAS DE FRONTIÈRES
FUCK LA LOI ET L'ORDRE!**

grevemontreal.noblogs.org - mtlcounter-info.org
sabotagemedia.anarkhia.org